LA GUERRE NOUVELLE

Réflexions en marge du 11 septembre 2001

1

Par rapport aux formes de belligérance antérieures, la Deuxième Guerre mondiale a introduit au moins deux ruptures essentielles. La première a consisté dans l'effacement de la distinction entre civils et militaires, combattants et non-combattants. L'apparition de l'aviation avait déjà fait disparaître la notion de « front » : l'avion va où il veut et ne se laisse plus arrêter par la ligne de contact entre les armées. Avec le bombardement en haute altitude, le feu remplace le choc. Tout ce qui est susceptible d'une frappe est désormais à la portée des avions. Parallèlement, les cibles ont cessé d'être exclusivement militaires : les infrastructures civiles ont aussi une valeur stratégique. Le caractère éminemment idéologique de la dernière guerre a par ailleurs eu comme conséquence de faire disparaître ce qui avait encore pu être conservé jusqu'à l'aube du XXe siècle : l'idée que la lutte armée puisse rester compatible avec le respect (sinon avec l'estime) de l'ennemi. L'idée s'est ainsi progressivement imposée selon laquelle il était désormais légitime, pour défendre la bonne cause, de s'en prendre aux populations civiles. Les villes allemandes furent transformées en « tapis de bombes (incendiaires) », et l'attaque de Pearl Harbor, en décembre 1941 (2 400 morts), fut soldée au centuple par des bombes atomiques jetées sur les populations civiles du Japon. S'y ajoutèrent, en dehors des pays de l'Axe, les « dommages collatéraux » dus à l'imprécision des frappes : dans la seule France occupée, 67 000 civils périrent sous les bombes anglaises et américaines.

En plus des bombardements de terreur, il y eut aussi des projets de guerre bactériologique. L'Angleterre, à partir de 1942, fabriqua cinq millions de rations alimentaires infectées à l'anthrax. Ces rations devaient être parachutées sur l'Allemagne en 1944 afin de contaminer, d'abord le bétail, puis la population allemande. L'opération fut abandonnée en raison du débarquement de juin 1944. L'île de Gruinard, où les produits infectés avaient été testés, ne put être décontaminée qu'en 1990.

La seconde rupture (qui rejoint la première) fut l'apparition, dans toute l'Europe occupée, de mouvements de résistance que les autorités du moment dénoncèrent

régulièrement comme « terroristes ». La guerre étrangère se doubla du même coup d'une guerre civile. Inaugurée à l'époque de l'occupation napoléonienne de la Prusse et de l'Espagne, la figure du partisan, c'est-à-dire du combattant irrégulier, ne portant pas d'uniforme, acquit alors ses lettres de noblesse. Après 1945, notamment à l'époque des luttes anticoloniales, d'innombrables minorités armées, mouvements de « libération » ou guérillas, se présentèrent à leur tour comme des organisations de résistance face à des appareils étatiques qui les qualifiaient de groupements « subversifs » et terroristes. Les groupes sionistes en Palestine, l'ANC de Nelson Mandela en Afrique du Sud, le FLN en Algérie, pour ne citer qu'eux, eurent à des degrés divers recours au terrorisme. Lorsque leurs luttes eurent abouti et qu'ils eurent obtenu une reconnaissance internationale, les moyens qu'ils avaient employés apparurent rétrospectivement comme justifiés. L'idée s'accrédita ainsi qu'en certains cas, le terrorisme pouvait être légitime. Bien entendu, on affirmait aussi que le terrorisme ne saurait se justifier là les revendications politiques et sociales peuvent s'exprimer autrement. Mais les avis ne pouvaient que diverger quant aux critères permettant de séparer le « bon » et le « mauvais » terrorisme. L'appréciation du caractère moral ou immoral du terrorisme était ainsi voué à relever peu à peu de la propagande ou de la simple subjectivité.

2

Le terme de « terrorisme » est resté ambigu. Ceux qui ont recours à la violence armée en Irlande du Nord, en Corse ou au Pays basque sont dénoncés comme des « terroristes » par les gouvernements anglais, français ou espagnol, mais se considèrent eux-mêmes comme des résistants. Les « résistants » des uns sont les « terroristes » des autres. L'usage du terme est instable, et même réversible. Les mêmes Talibans qu'on qualifiait de « combattants de la liberté » (freedom fighters) à l'époque de l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge sont instantanément devenus des « terroristes » quand ils ont commencé à utiliser les mêmes méthodes contre leurs anciens alliés. Les militants de l'UCK présentés comme des « résistants » lorsque les forces de l'OTAN bombardaient la Serbie sont devenus des « terroristes » quand ils s'en sont pris à la Macédoine, alliée de l'OTAN et des Etats-Unis. On pourrait multiplier les exemples. Et les choses se compliquent encore du fait que le terrorisme, traditionnellement présenté comme l'arme des faibles, a aussi été utilisé par les plus forts : dans un passé récent, le terrorisme étatique n'a pas été le moins meurtrier.

Ce terrorisme-là reste cependant très différent de celui que l'on a vu à l'œuvre le 11 septembre. A l'époque moderne, les actes de violence terroriste avaient des objectifs clairement identifiables : mettre fin à une occupation étrangère, lutter contre une dictature, imposer l'indépendance d'une colonie, rendre possible une révolution. Les terroristes agissaient clandestinement, mais ne dissimulaient pas leur identité

politique ni leurs buts. Leurs opérations se déroulaient sur un territoire (ou par rapport à un territoire) bien circonscrit. Rien de tel avec les avions qui se sont écrasés sur le Pentagone et le WTC. L'acte n'a fait l'objet d'aucune revendication. Ceux qui l'ont commis n'ont exprimé aucune exigence en matière de pouvoir. Ils n'appartenaient pas à un pays clairement identifiable, et leur champ d'action s'étend a priori à tous les pays. A l'époque postmoderne, qui est celle de la fin des logiques purement territoriales, la figure du Partisan, à laquelle Carl Schmitt attribuait encore un caractère éminemment « tellurique », se déterritorialise à son tour. Elle devient planétaire, nomade — et en même temps « spectaculaire », à l'image des médias qu'elle instrumentalise à son profit. Pour désigner les auteurs des attentats de New York et de Washington, il faut parler de terrorisme global ou d'« hyperterrorisme » global.

3

Oussama Ben Laden, le milliardaire séoudien à la silhouette christique, obsédait les services américains depuis bien avant le 11 septembre. Il a été accusé d'être l'inspirateur des attentats dès les heures qui ont suivi. Bien que les preuves formelles de son implication n'aient pas été portées à la connaissance du grand public, il n'est pas déraisonnable de penser que les terroristes du NYC étaient plus ou moins en contact avec son organisation. Qu'il ait été ou non impliqué reste cependant sans importance. Il faut être naïf pour croire que le terrorisme global dépend d'un homme, d'une organisation ou d'un pays. Sa caractéristique principale est de ne dépendre de rien.

Plusieurs centaines d'organisations terroristes existent aujourd'hui dans le monde. Elles existent sous forme de réseaux. Ces réseaux sont des structures souples, décentralisées, non hiérarchiques, à base souvent clanique ou familiale. Ils fonctionnent de façon telle que leur efficacité ne dépend que très imparfaitement de l'existence de chacune de leurs cellules. La grande erreur consiste à croire que l'élimination de tel ou tel de leurs dirigeants, si riche ou puissant qu'il puisse être, mettrait fin à l'existence des réseaux. Une telle croyance montre seulement combien à quel point on se méprend sur la nature du terrorisme global. Les réseaux sont formés de petits groupes qui mènent des opérations sans commandement central. La mort ou la capture d'un de leurs responsables est sans incidence majeure sur leurs capacités de nuisance ou de survie. Ben Laden exerce ses fonctions de chef dans un système qui n'a pas besoin de chef. L'Amérique a été frappée par un ennemi invisible et qui ne porte pas de noms. Elle a été attaquée par des réseaux.

Le monde est entré dans l'ère des réseaux. Les nouvelles organisations terroristes ne représentent qu'une espèce de réseaux parmi d'autres : réseaux bancaires et financiers, réseaux industriels, réseaux d'information et de communication, réseaux criminels, etc. Les réseaux fonctionnent de manière

discontinue, fluide, informelle. Tout y est affaire de flux (monétaires, de symboles, d'images, de programmes), de vitesse, de connections. Les réseaux relient entre eux des individus ou des groupes qui ont des affinités ou des intérêts communs indépendamment de toute base territoriale. La distance qui les sépare, loin de les affaiblir, renforce leur puissance. Dans le monde des réseaux, tout fonctionne en « temps zéro », à la vitesse des signaux électroniques. Tout événement se produit simultanément partout, abolissant à la fois l'espace et le temps. Les mêmes technologies sont utilisées par les marchés financiers aussi bien que par les mafias internationales.

Les réseaux se caractérisent par leur caractère « liquide » ou flottant, gage de leur opacité, et par le fait qu'ils n'ont ni centre ni périphérie, ce qui signifie que chaque point du réseau est lui-même à la fois central et périphérique. Les réseaux créent un nouveau type « fractal » de relations sociales. En établissant un lien immédiat entre des individus vivant à grande distance les uns des autres, ils créent de nouvelles identités supranationales. En ce sens, ils participent de l'irréversible déclin des Etats-nations. Le statut de l'Etat ne peut que changer lorsque, tout comme les activités criminelles, le commerce, la communication, les échanges financiers et commerciaux se déroulent hors de son contrôle. La notion de souveraineté nationale, liée à un territoire déterminé, devient vide de sens. Le passage de la modernité à la postmodernité a correspondu au passage du monde des Etats-nations, des frontières nationales et des territoires relativement clos, au monde des continents, des communautés et des réseaux.

Le mode de propagation des réseaux est un mode de propagation virale. Le virus électronique, transmis par des hackers, qui infecte les uns après les autres les réseaux d'ordinateurs, le virus à l'œuvre dans la propagation des maladies dont on parle le plus aujourd'hui (sida, fièvre aphteuse, maladie de la vache folle), les spores de l'anthrax utilisées comme arme bactériologique, l'information qui entraîne la déstabilisation en chaîne des marchés financiers mondiaux, le prêche enflammé qui fait le tour du monde en se transmettant sur Internet, relèvent de ce même modèle paradigmatique.

L'hyperterrorisme est un produit de la globalisation. Il est tout aussi dépourvu de nationalité que les firmes multinationales, les ONG ou les cartels de narcotrafiquants. Il utilise les « zones grises » de la planète, dépourvues de toutes structures politico-juridiques, où personne ne contrôle plus rien. Lorsque les terroristes ont des problèmes dans un pays, ils font comme General Motors, Nike ou Pepsi : ils vont ailleurs. Ainsi se retourne contre lui-même le système occidental du libre-échange et de la libre circulation.

C'est à juste titre que les attentats de New York et de Washington ont été qualifiés d'« acte de guerre ». Mais il s'agit d'une guerre d'un type nouveau. Dans les guerres de type traditionnel, l'objectif principal est généralement d'occuper, de défendre ou de conquérir un terrain. Tel n'est plus le cas, puisqu'il n'y a plus de front. Les guerres classiques mettent aux prises des Etats, ou du moins des entités politiques clairement identifiables. Or, les attentats du 11 septembre n'ont pas été revendiqués. Le parallèle que l'on a fait avec l'attaque de Pearl Harbor est trompeur : toute la question est de savoir qui joue ici le rôle des Japonais. C'est pourquoi, plutôt qu'à Pearl Harbor, il vaudrait mieux comparer les événements du 11 septembre à l'attentat de Sarajevo, qui avait ouvert une ère de belligérance d'un type nouveau. La fin de la guerre froide n'a pas marqué la fin des conflits (et moins encore la « fin de l'histoire »), mais leur métamorphose. La guerre contre le terrorisme oppose des Etats, non à des organisations armées privées, comme on le dit parfois, mais à des entités politiques non étatiques, des ennemis sans visage et sans nom. C'est une guerre globale, une « guerre des réseaux » (netwar), pour reprendre le terme forgé dès 1993 par David Ronfeldt et John Arquilla.

Alors que durant la guerre du Golfe, 90 % des moyens mis en œuvre étaient encore des moyens militaires classiques, dans une telle guerre, les ripostes conventionnelles sont inopérantes et la dissuasion nucléaire ne fonctionne plus. Les attentats ont déjà démontré l'inutilité du projet de bouclier anti-missiles dont les Etats-Unis ont annoncé la mise au point au risque de relancer la course aux armements. Ils ont aussi sonné le glas de l'idéal de la « guerre à zéro mort » qui, grâce à des campagnes massives de bombardement en haute altitude, permettait de réduire au minimum les pertes américaines — avec comme contrepartie, l'idée que l'ennemi était tuable à merci.

Dans les anciennes guerres, on cherchait l’équilibre des forces (ou de la terreur). Désormais, la notion-clé est celle d’asymétrie. Cette asymétrie (et non dissymétrie, qui marque seulement une inégalité d’ordre quantitatif entre les forces en présence) entre les structures lourdes et les logiques fluides se constate dans tous les domaines. Asymétrie des acteurs : d’un côté des Etats, de l’autre des groupes transnationaux. Asymétrie des objectifs : les terroristes savent où frapper, leurs adversaires ne savent pas où répondre. Asymétrie des moyens : le 11 septembre, en l’espace de quelques minutes, les navires de guerre, les bombes atomiques, les F-16 et les missiles de croisière sont devenus obsolètes face à quelques dizaines de fanatiques munis de couteaux et de cutters. Opérés avec des moyens dérisoires, les attentats de New York et de Washington ont fait vaciller l’Amérique et causé, directement ou indirectement, des dommages évalués à plus de 60 milliards de dollars. (La même asymétrie se retrouve dans l’Intifada palestinienne : cailloux contre tanks). Mais la principale asymétrie est d’ordre psychologique : un fossé immense sépare des hommes pour qui beaucoup de

choses sont pires que la mort et un monde dans lequel la vie individuelle, pur fait d'immanence, est regardée comme un bien que rien ne saurait surpasser. Quand les uns pensent à leur retraite, les autres pensent au paradis. Pour les terroristes, la mort est une récompense. Face à ce désir de mort érigé en arme absolue, l'Occident est nécessairement désarmé.

La guerre contre le terrorisme est la première guerre postmoderne et « furtive », la première guerre de la globalisation. Elle ne connaît plus de limites, non seulement territoriales, mais aussi dans le choix des moyens. La caractéristique première de la globalisation est qu'elle ne peut être subordonnée, contrôlée ou régulée par un pouvoir qui lui soit supérieur. Elle instaure, pour la première fois dans l'histoire, un monde sans extérieur. A l'époque de la globalisation, il n'y a plus de « sanctuaire » ni de pays-refuge. Le monde étant devenu sans extérieur, le champ de bataille se confond avec la planète entière. Les avions détournés le 11 septembre par les terroristes étaient des avions américains (American Airlines et United Airlines) qui effectuaient ce jour-là des vols intérieurs. Leurs pilotes s'étaient entraînés sur le sol même des Etats-Unis, où plusieurs d'entre vivaient depuis plusieurs années. Rien n'illustre mieux l'effacement de la frontière entre l'intérieur et l'extérieur que la confusion grandissante des tâches de la police et de l'armée. Face au terrorisme, les policiers sont de plus en plus contraints d'avoir recours à des moyens militaires, tandis que les interventions armées sont présentées désormais comme des « opérations de police internationales ». Le couple classique ami-ennemi ne fonctionne plus, car on ne sait plus très bien qui est l'ami et qui est l'ennemi, qui est « dedans » et qui est « dehors ». Tel qui paraît être un « ami » peut être aussi bien son contraire. Tout le monde devient a priori suspect. Dans un monde globalisé, à la limite, il n'y a plus de guerres étrangères, mais seulement des guerres civiles.

Nous sommes entrés dans ce que Ulrich Beck a très justement appelé la « société du risque ». Le risque est à bien des égards le contraire du danger. Alors que le danger est identifiable et localisable, le risque est diffus et omniprésent. Le sida, le terrorisme, les OGM, la maladie de la vache folle, les accidents nucléaires, les catastrophes écologiques, les bavures de la technoscience, voilà autant de formes contemporaines du risque. La société du risque est une société qui se réfléchit dans le risque. La gouverner implique une véritable sociologie politique du principe de précaution. Tandis que la modernité industrielle s'ordonnait aux notions de progrès et de rationalité, c'est-à-dire à des valeurs de certitude, la société postmoderne, postindustrielle, repose sur l'évaluation confuse des risques, c'est-à-dire sur l'incertitude. Nombre de risques proviennent désormais des progrès de la technique, mais c'est encore à la technique que l'on s'en remet du soin de les conjurer, de telle sorte que le risque s'entretient lui-même comme dans un cercle vicieux. Suspicieuse, inquiète, minée de l'intérieur, menacée de toutes parts, portée à la surveillance totale, à la généralisation de l'état d'exception, la société actuelle

est elle-même risque.

Après l'effacement de bien d'autres distinctions traditionnelles (entre civils et militaires, le front et l'arrière, etc.), la distinction ultime entre la guerre et la paix tend donc à disparaître. La « paix chaude » succède à la « guerre froide ». C'est la généralisation de l'état d'exception : l'exception devient la règle, tandis que la violence (étatique ou transnationale, institutionnelle ou sauvage) devient elle-même le modus vivendi d'un nombre croissant d'individus et de groupes. Les guerres commencent sans avoir été déclarées. Inversement, quand les armes se sont tues, la paix devient encore un moyen de poursuivre les hostilités (sanctions contre l'Irak, jugement de Milosevic à La Haye). C'est le renversement de la formule de Clausewitz : la politique et la paix prolongent la guerre par d'autres moyens. La guerre globale est tendanciellement interminable. Elle n'est plus déclarée, elle ne s'achève jamais.

Alain de Benoist